

Dix raisons pour lesquelles les États-Unis devraient normaliser leur ambassade à La Havane

LA décision du Département d'État d'officialiser la réduction de son personnel diplomatique à La Havane et de limiter les voyages de membres de leurs familles constitue le dernier chapitre d'une série de mesures unilatérales qui touchent des millions de Cubains

[Sergio Alejandro Gómez](#) 15 mars 2018 18:03:40



Le Département d'État a maintenu la situation actuelle de son ambassade à La Havane. **Photo:** API

LA décision du Département d'État d'officialiser la réduction de son personnel diplomatique à La Havane et de limiter les voyages de membres de leurs familles constitue le dernier chapitre d'une série de mesures unilatérales qui touchent des millions de Cubains de part et d'autre du Détroit de la Floride et compromettent la coopération instaurée sur des questions d'intérêt commun.

Une fois de plus, Washington invoque comme excuse pour justifier ses actions les prétendues « *attaques* » contre son personnel diplomatique à La Havane, dont il n'existe aucune preuve malgré des mois d'enquêtes menées par les deux parties.

Devant ce nouveau scénario, *Granma international* fait partager à ses lecteurs dix raisons pour lesquelles le fonctionnement des deux ambassades devrait être normalisé :

1. DES MILLIONS DE PERSONNES SONT AFFECTÉES

Les mesures unilatérales du Département d'État, en particulier la paralysie des services consulaires, touchent d'abord et avant tout des dizaines de milliers de Cubains désireux de se rendre aux États-Unis pour diverses raisons, qu'il s'agisse de rendre visite à un parent, d'assister à un événement ou de s'établir de manière permanente dans ce pays.

Ces mesures ont également un impact sur la communauté cubaine et les rapports qu'elle entretient avec ses proches sur l'île, ce qui porte à des millions le nombre de personnes qui en souffrent.

Les personnes intéressées par l'obtention d'un visa de migrant doivent désormais faire une demande de rendez-vous auprès de la contre-partie nord-américaine (ce qui prend généralement des années), obtenir un visa de la Colombie, se rendre dans ce pays, y séjourner pendant plusieurs jours et se présenter à temps à l'entretien. Tout cela sans aucune garantie d'être accepté, après avoir dépensé plusieurs milliers de dollars dans ces démarches.

Pour leur part, celles qui cherchent à obtenir un permis de non immigrant, peuvent en faire la demande auprès de n'importe quel consulat nord-américain dans le monde, à l'exception de La Havane, ce qui fait grimper le coût des voyages, qui ne sont déjà pas bon marché.

Par ailleurs, en émettant une alerte de voyage injustifiée et en classant Cuba au niveau 3 de 4 avec la recommandation de « *modifier leurs itinéraires* », le gouvernement des États-Unis prive un nombre considérable de ses citoyens de la possibilité de connaître un pays situé à seulement 90 miles

marins de ses côtes, ce même pays que la loi leur interdit déjà de visiter en tant que touristes.

2. CES CHANGEMENTS IMPOSENT DES CHARGES SUPPLÉMENTAIRES AUX PAYS TIERS

En transférant les procédures de demandes de visas d'immigrant de son ambassade à Cuba à celle de Bogota, en Colombie, le Département d'État a perturbé le fonctionnement du consulat colombien à La Havane, où quelques dizaines de dossiers seulement étaient traités chaque jour.

Les Colombiens ont réussi à stabiliser et à accélérer les procédures, mais il ne fait aucun doute que la nouvelle situation représente un fardeau supplémentaire pour leur représentation dans la capitale cubaine.

3. LES ÉTATS-UNIS SE SONT ENGAGÉS À DÉLIVRER PAS MOINS DE 20 000 VISAS

En vertu des accords migratoires signés entre les deux pays, les États-Unis délivreront pas moins de 20 000 visas par an aux Cubains souhaitant résider dans ce pays. Au cours des dernières années, cet engagement avait été respecté.

Ce chiffre n'était pas une concession à Cuba ni un cadeau de Washington, mais le fruit de négociations visant à garantir une migration légale et ordonnée entre les deux pays.

4. LE MANQUE DE PERSONNEL DIPLOMATIQUE ENTRAVE LA COLLABORATION SUR DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MUTUEL

Après l'annonce, le 17 décembre 2014, de la volonté de rétablir les liens diplomatiques entre La Havane et Washington, plus d'une vingtaine d'accords avaient été signés dans différents domaines, allant de la protection de l'environnement à l'échange d'informations sur les questions de sécurité.

Les inconvénients qui découlent de ces changements pour les ambassades compromettent la mise en œuvre de bon nombre de ces accords.

Notre journal a récemment rapporté le cas de Darel Martinez, un spécialiste

du Centre d'immunologie moléculaire de Cuba (CIM), qui avait dû recourir à des procédures supplémentaires pour retarder de plusieurs mois le début d'une bourse d'études qui lui avait accordée aux États-Unis pour une formation sur les cellules CART, un nouveau traitement anticancéreux.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Ces mesures frappent d'autres secteurs. Sept sportifs cubains ont été privés de la possibilité de participer au Championnat du monde d'haltérophilie à Anaheim à la fin de l'année dernière.

Les effets se font aussi sentir en sens inverse. Plusieurs scientifiques nord-américains qui prévoyaient de visiter l'Institut Pedro Kouri de Médecine Tropicale (IPK), l'un des centres cubains les plus prestigieux du monde, ont dû annuler leur visite sous la pression des autorités de leur pays.

5. L'AMBASSADE CUBAINE À WASHINGTON A CONSERVÉ SA VITALITÉ, MAIS ELLE RESTE LIMITÉE

Avec la réduction de 17 fonctionnaires, l'ambassade cubaine à Washington a vu sa capacité de fonctionnement considérablement amoindrie. Cependant, le personnel en poste maintient la vitalité des services, y compris les formalités consulaires pour les Cubains et les citoyens des États-Unis.

6. IL N'Y A AUCUNE PREUVE DE L'EXISTENCE D'« ATTAQUES »

Après des mois d'enquêtes, aussi bien cubaines et qu'étasuniennes, aucun élément de preuve ne permet de conclure à la survenue des prétendues « *attaques* », qui ont servi d'excuse aux mesures unilatérales du Département d'État.

Un récent rapport du FBI, cité par l'agence AP, va dans le même sens.

Les diplomates nord-américains eux-mêmes qui ont officiellement témoigné devant le Congrès disent ignorer les causes et les origines des problèmes de santé allégués.

7. PAS UN SEUL ÉLÉMENT NE PERMET DE CONCLURE À LA PARTICIPATION OU LA CONNAISSANCE DES AUTORITÉS CUBAINES

Au-delà de la question de savoir si les attaques présumées ont eu lieu ou non, avec tous les éléments de preuve indiquant leur inexistence, un élément encore plus important est la connaissance ou la participation des autorités cubaines, qui seraient les moins intéressées par une dégradation des relations entre les deux pays.

« *Cuba n'a pas attaqué ni autorisé une attaque contre les diplomates de quelque pays que ce soit, y compris les États-Unis* », a récemment confirmé Carlos Fernandez de Cossio, directeur général chargé des États-Unis au ministère des Relations extérieures.

8. CUBA A FAIT PREUVE DÈS LE DÉBUT DE SA VOLONTÉ DE COOPÉRER

Dès l'instant même où les prétendus incidents allégués leur ont été notifiés en février de l'année dernière, les autorités cubaines ont pris cette affaire très au sérieux, avec toute la célérité et le professionnalisme requis.

Cuba a même autorisé des spécialistes du FBI à se rendre plusieurs fois sur le terrain pour mener des travaux qui ont révélé l'absence de preuves de ces attaques présumées.

9. LA RÉVOLUTION A UN PARCOURS IRRÉPROCHABLE

Contrairement aux États-Unis, où des meurtres, des attaques et des agressions ont été perpétrés contre des diplomates de différents pays, dont plusieurs contre des fonctionnaires cubains, la Révolution présente un dossier irréprochable dans la protection des diverses représentations qui sont passées par notre pays.

Cuba respecte strictement les obligations découlant de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques en ce qui concerne la protection de l'intégrité des fonctionnaires diplomatiques étrangers accrédités et de leur famille, sans exception.

10. CUBA EST UN PAYS SÛR, STABLE ET SAIN

Plus de quatre millions de visiteurs étrangers sont arrivés dans notre pays l'an dernier, dont 620 000 en provenance des États-Unis.

Leurs expériences sur l'île et la satisfaction affichée dans toutes les enquêtes spécialisées sont la principale preuve que les visiteurs apprécient la tranquillité, la sécurité et la stabilité de Cuba, reconnues par les organisations internationales des Nations Unies et d'autres organismes spécialisés dans le secteur du tourisme.

Une délégation bicamérale de parlementaires nord-américains s'est récemment

rendue sur l'île. Les membres du groupe ont déclaré se sentir en toute sécurité dans le pays, au point qu'ils ont même fait le voyage avec leurs familles.

Le député Jim McGovern a souligné qu'ils ont aussi eu l'occasion de rencontrer des jeunes nord-américains qui étudient à l'Université de La Havane.

« Ils se sentent en sécurité », a-t-il dit. « J'ai parlé avec les hommes d'affaires, ils se sentent en sécurité, de même que le personnel de notre siège diplomatique à Cuba. Ils se sentent tous en sécurité. »